

Aspects langagiers des totalitarismes

par Jean WIDMER
Chargé de cours à l'Institut de Journalisme
de l'Université de Fribourg

Sommaire

Les systèmes totalitaires sont des systèmes sociaux au même titre que les autres: des pratiques, un langage et un discours, qui ont un sens pour leurs protagonistes, même si ce sens est inacceptable pour nous. Qu'ils soient inacceptables suppose cependant qu'il soient compréhensibles, que leurs ressources de sens ne sont pas fondamentalement distinctes des nôtres. Cette opposition entre nous et eux prônée par les totalitarismes est donc erronée. Il reste qu'elle est au coeur de nombreuses pratiques, notamment en sciences humaines et parmi ceux qui exhortent le mal totalitaire en le projetant sur un ailleurs mythique. Or cette projection est une concession majeure aux tendances totalitaires. Les contradictions méthodologiques et éthiques vont donc main dans la main, au moins dans ce problème douloureux de la compréhension des totalitarismes.

1. Les rapports entre langage et totalitarisme ne sont pas au niveau de la langue. Cependant, la gestion de la langue dans les sociétés modernes participe de la mise en place de son mode de domination particulier, mode de domination qui est à l'origine de la spécificité du totalitarisme comme aberration des sociétés modernes.
2. Les rapports entre langage et pouvoir totalitaire sont en continuité avec les formes d'organisation sur lesquelles ce pouvoir prend son assise, et avec les formes de légitimation de ce pouvoir. Même si la célébration du pouvoir prend dans un régime totalitaire une saillance particulière, il serait faux de penser que cette légitimation ne structure pas aussi les formes d'intelligence, les structures discursives. Renvoyer les totalitarismes dans l'irrationalité c'est méconnaître leurs possibilités de fonctionnement - même si leur fonctionnement proscribit les idéaux de rationalité dont participent en particulier les sciences sociales.
3. Il reste donc à examiner la rationalité des sciences sociales qui permet un rapport si ambigu envers la pire aberration des sociétés modernes.

Les arguments présentés ici se servent de développements récents en sociologie et en linguistique. Les cas examinés seront tirés de l'actualité des pays occidentaux. Ce choix relève principalement du souci, dans une brève contribution, d'éviter le rapport "eux"/"nous", un rapport qui facilite le traitement monolithique des sociétés, traitement qui concède aux totalitarismes une part importante de leurs rêves.

Quels rapports y a-t-il entre langage et totalitarisme?

Cette question interroge les relations que le langage entretient avec les rapports sociaux et avec le pouvoir en particulier, pour y discerner les déplacements qui sont opérés. Le totalitarisme n'est donc envisagé ni comme accident, ni comme nécessité, mais comme une transformation du fonctionnement propre aux sociétés modernes ou en voie de modernisation.

Il n'est pas possible de traiter ici tous les aspects spécifiques des sociétés modernes. Ce d'autant moins, que les discussions à ce propos réifient fréquemment la notion de société d'une manière fort problématique, en particulier dans ce contexte. Ces réifications présentent en effet

des homologies avec celles qui sont célébrées dans le discours totalitaire - même si celui-ci s'oppose aux idéaux des discours scientifiques.

Je reviendrai à la fin sur ce paradoxe des sciences humaines, après avoir esquissé quelques particularités du mode de domination moderne et du discours totalitaire dans une société complexe.

1. Langue et pouvoirs

Le totalitarisme est-il lié à une propriété de la langue? Barthes a pu le croire. Dans sa leçon inaugurale au Collège de France le 17 janvier 1977, il déclarait: "La langue n'est ni réactionnaire ni progressiste, elle est fasciste, car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire". Une telle approche retire le fascisme et toute forme de totalitarisme de l'histoire en les inscrivant dans un système universel - ce qui est l'un de leurs vœux profonds.

Il reste que cette formule contient du vrai - et ce en partie à son insu. La langue telle qu'elle fut réifiée par la linguistique - au point d'en faire un agent moral comme le fait Roland Barthes - est un mythe moderne. Faisant fi des pratiques langagières, cette manière de concevoir la langue assume le but de siècles de domestication des pratiques langagières. La gestion politique et administrative de la langue joue en effet un rôle important dans la constitution de nombre de nations modernes et dans leurs aberrations, les totalitarismes - il suffit de penser ici au pangermanisme nazi ou au rôle de l'italianità dans le fascisme italien.

La gestion de la langue a permis de détourner la loyauté envers la communauté culturelle au profit de la légitimation de l'Etat par le lien d'une langue dite maternelle, au service de la définition interne et externe de sa souveraineté territoriale et de l'objectivation de cette souveraineté (maternelle) en tant que fiction dont la réalité est assurée par ses "représentants" (mâles). Cet effort mythologique permit la "naturalisation" de l'Etat nation en insérant le récit de ses origines dans celui des origines de "sa" langue. (Sous cet angle, la relation entre les philologues et les grammairiens de nos écoles ne ressemble-t-elle pas à celle que les théologiens entretenaient avec le clergé séculier dans les sociétés à légitimation religieuse?)

La langue et sa codification sont un moyen privilégié de l'Etat non tant d'"obliger à dire" que d'obliger à parler et à écrire selon des normes dont il est le garant. Il devient ainsi indispensable dans la bouche de ses sujets - parfois même dans la bouche de sujets d'Etats voisins (par ex. la Romandie), tant est puissante la fiction de culture qui lui est liée. Comment comprendre sinon l'effort énorme consenti en matière scolaire (et partant sociale) par le biais de l'orthographe? Il s'agit bien d'un cours de civisme, d'un apprentissage élémentaire du rôle du citoyen: reconnaître la pertinence de normes objectivées dans son parler et reconnaître la légitimité de l'Etat à transmettre, sinon à se porter

garant de ces normes - reconnaître un système qui donne des droits et des ressources en même temps qu'il définit la faute et garantit la sélection. L'Etat se donne ainsi une légitimité à la fois morale et structurelle. La grammaire, comme d'autres codes qu'il garantit, est un exercice de discours de pouvoir, au sens que Michel Foucault donna à ce terme, un discours qui peut engendrer la faute et partant la culpabilité de celui qui accepte ce discours. Ce code non seulement génère la faute, mais assure une distribution inégale de celle-ci, assumant ainsi la légitimation de l'inégalité sociale - tout en permettant aux "représentants" de ce discours de ne pas reconnaître que c'est ce qu'ils font.

Cette fonction intégratrice et structurelle de la grammaire n'a pas attendu les sociolinguistes pour être reconnue. I. Illich (1981) nous rappelle que Nebrija, le premier grammairien de langue vulgaire en était parfaitement conscient. La langue, comme système de normes objectivées, participe, qu'elle soit constitutive de l'identité nationale ou non, des ressources propres du mode de domination moderne. Sa gestion contient l'ambiguïté d'autres institutions modernes: tour à tour moyens de liberté et d'oppression, comme nous l'ont rappelé E. Morin et O. Jaccot-Guillarmod pour le droit ou la démocratie et C. Pinto de Oliveira pour les fonctions de la religion, fonctions dont l'Etat nation s'est servie parfois à la mesure de son laïcisme. C'est bien là l'un des aspects du "fétichisme de la langue" pour reprendre l'expression de P. Bourdieu et L. Boltanski, dont la présente analyse s'est en partie inspirée.

2. Langage et rapports sociaux

La langue et sa gestion ne sont que l'un des aspects de la modernité. De plus, le fétichisme de la langue n'est pas un ingrédient nécessaire des totalitarismes. Le langage par contre intervient nécessairement.

2.1. Esquisse d'un modèle d'analyse

Le langage ne se réduit pas à l'utilisation d'une langue ou à la seule transmission d'informations. Les actes de langage mettent toujours en œuvre au moins 4 autres ingrédients:

- a) Un énonciateur, à savoir une identité, une qualité au nom de laquelle on parle: parler en son nom propre ou au nom d'une institution, en tant que médecin, avocat, voisin ou politicien. Ces identités sont organisées et renvoient à des statuts dans des organisations, ou à des positions dans des champs: médecin chef, favorable ou non aux médecines douces, etc. Ces identités ne sont pas mentionnées. Elle sont manifestées par ce qui est dit et fait, présentées, donc reproduites et parfois transformées.
- b) Le corrélat de l'énonciateur est l'adressat, l'identité ou la qualité de l'interlocuteur visé par ce que l'on dit et fait en disant. Si le locuteur suppose que l'interlocuteur ne parle pas bien le français, il

recourra à un parler différent de celui qu'il utiliserait s'il supposait avoir affaire à un francophone. Il en est de même du point de vue de la qualité: un médecin parlera différemment à un confrère et à son patient. En particulier, l'identité supposée de l'interlocuteur est importante pour doser ce que l'on peut supposer que l'autre sait, un dosage subtil.

- c) Un acte de langage recourra forcément à une forme de discours: une question, un exposé, une histoire, etc. Cette forme de discours détermine la manière dont ce qui est dit est entendu et partant de ce qui sera entendu. La forme du discours est l'équivalent de la notion de genre en littérature. Cette forme comporte un certain alignement des énonciateurs et adressats ainsi qu'une certaine perspective sur ce qui est dit. La forme du discours est une sorte de microcosme.
- d) Un acte de langage engage toujours aussi du savoir car ce qui est communiqué n'est jamais déterminé uniquement par les phrases, le matériel de la langue. Ce qui est proféré consiste plutôt en instructions pour que l'on puisse savoir ce qui a voulu être communiqué. Chaque texte est ainsi muni de clauses implicites du type "comme vous le savez...", et toute tentative d'éliminer ces clauses non seulement est vaine, elle est étrange: l'on se demandera tour à tour si le locuteur vous prend pour un ignorant, ou s'il n'est pas lui-même un peu dérangé. Ces clauses implicites sont des instructions pour mobiliser notre savoir social, social parce qu'il fait partie de notre équipement comme membres d'une société et que nous pouvons (devons) assumer que les autres ont ce bagage, et qu'ils assument que vous l'avez également. Le savoir social, c'est ce qu'"on" sait.

Ce savoir social comprend de multiples aspects. Deux sont centraux dans ce contexte.

Appelons catégorie un nom utilisé pour identifier des objets dans certains contextes. Certaines catégories identifient des objets selon une autorité collective et d'autres selon une autorité particulière. Identifier un boulanger, un piéton ou une pièce de monnaie relève de compétences requises de tout membre d'une collectivité. Par contre, identifier une maladie, un taux d'inflation ou un délit relève d'autorités particulières, des médecins, des économistes ou des juges. La reconnaissance de l'existence de certains objets dépend donc de la légitimité des pouvoirs de ceux qui les autorisent.

Un second aspect concerne la codification de ce savoir. La dimension d'un objet est mesurée en mètres, mais la taille d'un mètre n'est pas discutable. Il est partant possible de décrire un objet selon sa relation à une mesure codifiée plutôt que par rapport à d'autres objets. Ainsi, l'on peut être jeune ou vieux selon les activités considérées, mais l'on a 40 ans indépendamment de ces contextes. Ou encore, le sentiment d'injustice sera remplacé par l'interprétation d'un texte légal. Le respect des signaux routiers remplacera l'appréciation de la situation routière, etc. La médiation des jugements se fait souvent par des écrits, ce qui

justifie l'importance donnée par certains auteurs à l'écrit (par ex. J. P. Faye). Bien que cette médiation suppose des actes d'interprétation, ces savoirs codifiés permettent une forme de domination objectivée, donc en particulier une domination à distance, indépendante des personnes particulières - ou plutôt, elles confèrent aux personnes les qualités qui légitiment leurs interprétations.

Autrement dit, ces savoirs objectivés ne servent pas seulement à décrire, ce sont aussi des moyens de contrôle, les deux fonctions pouvant d'ailleurs être conjointes. De plus, les personnes qui les exercent tirent d'elles leur autorité - en même temps que cette autorité autorise leurs décisions. Cette forme de domination a été reprise dans les démocraties formelles, mais elle leur préexistait. L'ancien régime a non seulement mis en place l'administration étatique, il a aussi largement contribué à mettre en place les institutions formelles propres aux régimes constitutionnels, comme vient de le rappeler Fr. Bluche au sujet de Louis XIV.

Ces propos rapides ne visent pas à une analyse du mode de domination des sociétés modernes. Ils tentent de relier une forme d'analyse socio-pragmatique à des faits et à des modes d'analyse mieux connus, tout en suggérant sa spécificité: elle ne porte pas sur des groupes ou des entités dont on postule l'existence; elle porte sur des principes de structuration de l'organisation sociale et du discours.

2.2. Du bon usage des catégories

Le totalitarisme est un phénomène complexe, faut-il le rappeler, et le terme lui-même a des usages complexes, de l'analyse à l'injure politique. Cette injure participe elle-même de la modernité: elle ne concerne ni la religion ni la loyauté à un chef, mais la relation à un système - un développement qui étend le domaine de la morale mais qui peut aussi légitimer de nouvelles formes d'oppression.

L'on peut supposer que chacun admettra que le totalitarisme est un phénomène qui présuppose le pluralisme social et politique, et qui refuse le second pour nier les effets du premier. Il suppose ainsi la distinction entre sphère privée et sphère publique ainsi que la transgression de cette distinction en déterminant politiquement la sphère privée ou en l'empêchant par l'emprisonnement ou par l'exclusion.

Cette caractérisation très sommaire permet d'esquisser quelques règles qui génèrent des effets totalitaires: a) décrire les événements importants d'une manière qui renvoie à une autorité (cf. 2.1.). Cette circularité a elle seule n'est pas suffisante: tout diagnostic médical renvoie à la compétence médicale qui l'autorise, et qu'il légitime - dans la mesure où le diagnostic est jugé acceptable. Voilà le point: la catégorisation de populations et d'actions ne relève pas d'ordinaire d'une compétence particulière: reconnaître un noir ou un juif ressort des compétences communes. Deux agrégats sont donc nécessaires, ou du moins utiles: b) fonder les catégorisations sur un discours autorisé par ailleurs (théories

racistes, matérialisme historique, etc.); c) parler des membres d'une catégorie comme d'une population abstraite des contextes réels, comme populations imaginaires. Le traitement administratif des populations permet cette abstraction par le caractère abstrait du discours doublé de l'opacité de ce traitement.

Mais voyons ce que comporte la catégorisation. Un individu n'implique pas son identification. Dire "une femme provoque un accident sur l'autoroute" dans le titre d'un journal, c'est impliciter que la qualité de femme est pertinente pour expliquer l'accident. Pourquoi "conductrice" ne ferait-il pas l'affaire? C'est trivial. Mais "femme" l'est aussi, il y a plus de femmes que de conductrices... Mais aurait-on mis "Un homme provoque..."? Pourquoi pas? Pour la même raison que l'on ne mettrait pas "un adulte provoque...". Le lecteur (l'adressat) implicite du journal serait-il un homme adulte? Si l'on songe au fait qu'il existe des journaux de femmes qui traitent des affaires de tous les jours, tandis que les journaux dits d'hommes concernent des sujets plutôt réservés dans leur circulation, il semble bien que l'on puisse dire que le lecteur implicite d'un journal ordinaire soit un homme - ce qui n'empêche pas une femme de le lire, de même qu'un homme peut lire un journal de femmes - à cette différence que le journal de femmes est en position marquée, tandis que le journal ordinaire, tout comme le masculin des mots, n'a pas de marque particulière. C'est ce qui va de soi. Par conséquent, il devient non trivial de dire que le responsable de l'accident est une femme. De plus, cette logique permet de se souvenir des accidents de femmes comme une catégorie particulière, ceux des hommes étant le fait d'ivrognes, d'étrangers, de jeunes, etc. Cette propriété de certaines catégories marquées à voir leurs faits accumulés et rendus typiques de la catégorie sera appelée additivité.

Mais un tel usage n'est pas encore considéré totalitaire (la lectrice choisira entre l'acceptation logique ou temporelle de "encore" dans ce cas). Dans les cas de totalitarismes historiquement reconnus, les catégories utilisées vont effectivement par paire (comme dans le cas du sexe) et impliquent une relation nous/eux conçu comme opposition: nous et les barbares; les communistes et les réactionnaires, les aryens et les races inférieures, etc.

L'on voit que la catégorie n'a pas seulement une fonction descriptive. Elle a aussi une fonction de standard d'évaluation. Cet aspect à nouveau n'est pas propre aux usages totalitaires: l'on dit "un vrai homme", "une vraie ville", etc. Les noms semblent suivre une métaphysique aristotélicienne (ou inversement) selon laquelle l'essence est aussi la finalité, ce vers quoi les réalisations de l'essence tendent. Un tel usage se rencontre aussi avec les catégories en question: "un vrai fachiste", un "vrai communiste", etc. A la différence des usages précédents, la définition de ce standard n'est cependant pas garantie par la collectivité mais par une autorité.

Il faut donc qu'une telle autorité soit mise en place. L'installation d'une autorité comporte en fait la mise en place de tels discours, en même

temps qu'un ordre institutionnel. C'est par la suite que ces deux fonctions peuvent se séparer. La structure hiérarchique des religions présente de tels cas. L'histoire de François d'Assise peut être lue comme une critique visant à montrer que la hiérarchie n'est pas fidèle à son devoir de définition de la perfection. Toute tradition à base livresque voit de tels clivages: les institutionnels pensant que l'ordre vaut mieux qu'une perfection inatteignable, les autres jugeant qu'une autorité qui n'est pas orientée vers une telle perfection est une sorte de désordre. Ces clivages se rencontrent dans les traditions politiques autant que religieuses. Les totalitarismes peuvent supporter ces clivages s'ils ont réussi, au-delà du monopole de la force (donc de la maîtrise de l'Etat) à obtenir un monopole discursif identifiant une idéologie particulière avec les buts de la population gérée par l'Etat - et à obtenir les buts militaires et économiques vitaux.

Ces fonctions idéologiques sont donc importantes, tant dans les phases de totalitarisation que pour la survie du système. Le rôle des organisations rituelles, militaires ou sportives, est central en ce qu'il assure une socialisation politique en même temps qu'une expérience de la collectivité comme peuple, comme nation, etc. Nous terminerons cependant par une considération des conditions de mise en place de tels systèmes discursifs, et non de leurs aspects rituels.

2.3. Déplacements discursifs

Tout pouvoir est exposé lorsqu'il échoue dans ses buts. Les pouvoirs modernes ne diffèrent pas sur ce point, même si les échecs mis à leur compte sont en partie nouveaux. Ainsi en est-il du chômage. La généralisation des rapports bureaucratiques et techniques est un fait nouveau en ce sens que ces structures ne trouvent pas, même lorsqu'ils fonctionnent, toutes les ressources nécessaires à leur légitimité, un thème largement discuté, par J. Habermas par exemple. Le recours au discours charismatique est donc un élément important, et les fachismes se sont installés après l'échec d'une mobilisation idéologique visant à la transformation des rapports sociaux, le communisme apparaissant comme l'institutionnalisation d'un tel mouvement, et donc son usurpation par le nouveau régime qui en devient le garant autoritaire.

Dans les totalitarismes historiques ces deux éléments ont joué un rôle important. Le recours aux rituels, en particulier l'inversion des valeurs et le pouvoir mis en spectacle, y trouvent une part de leur explication. Il n'en reste pas moins que des ressources cognitives doivent être mobilisées: les pratiques ne fonctionnent pas totalement différemment parce qu'il y a crise, même si les résultats de ces pratiques sont différents. Il est à noter que ces questions ne se posent pas aisément dans les approches traditionnelles des cultures, car dans la mesure où celles-ci sont conçues de manière quasi causales (D. Smith, 1974), toute explication de comportements idéologiques devient tautologique, le contenu des pratiques est analysé purement en terme de valeurs et de rationalité plus ou moins normative.

Examinons un cas bénin des règles proposées plus haut. Une entreprise familiale de vinification importante dans la région Folklo est en faillite - un cas imaginaire, auquel la réalité prête pourtant des béquilles. Les banques qui la financent n'ont pas leur siège à Folklo, mais les patrons sont une famille folklo. Or les banques refusent de continuer à financer l'entreprise sans changements à la direction, ce que les patrons refusent évidemment. Ils vont donc mobiliser la presse régionale et les correspondants régionaux des médias supra régionaux; le gouvernement folklo, garant d'une part des investissements, hésite entre son intérêt financier, et sa loyauté à Folklo. Car le discours qui se met en place oppose la solution des banques de "là-bas", à la solution folklo, solution qui a ses assises dans le milieu vigneron. Du coup, ceux qui soutiennent la solution des banques sont soupçonnés de n'être pas de bons folklos, etc. A ce point, il n'est plus possible d'analyser lucidement les causes du désastre financier, car toute mise en cause de la gestion serait une quasi trahison.

Ce type d'attitude est courant en religion, en politique et en philosophie: un propos n'est pas analysé sous l'angle de sa vérité éventuelle, mais sous l'angle de sa position dans le champ: "mais si vous dites cela, c'est que vous êtes...". Le récit folklo est différent en ce sens que dans la société en question la religion ou la philosophie ne déterminent pas l'appartenance primaire des habitants. L'appartenance à Folklo n'est pas déterminée en principe par la confession, le parti politique ou l'orientation philosophique. Etre folklo, au sens de l'appartenance est en principe tributaire de lois. Par contre, le discours sur "le vrai folklo" est un enjeu social dont le monopole n'est pas aussi bien garanti. Et les patrons du récit précédent ont réussi à mobiliser à leur profit ce discours dans le cas particulier.

Quelques détails du fonctionnement de ce discours: il est vrai que les patrons sont folklos et que les banques ne le sont pas, mais de là il ne suit pas que la paire de catégories folklo/non folklo soit pertinente pour expliquer les événements. Une mauvaise gestion d'une part, et des engagements financiers inconsidérés pourraient aussi servir d'explication. Par contre la catégorie folklo (une catégorie territoriale, cf. J. Widmer 1983) permet de collectiviser (folkloriser) des intérêts particuliers: le discours s'appuie sur la catégorie folklo au sens extensionnel du terme, un sens qui relève de mesures administratives et politiques, pour définir le standard d'évaluation du "vrai folklo" dans ce cas. De cette manière, les vignerons, par ailleurs victimes de la gestion de l'entreprise, vont devoir choisir entre leurs intérêts et les intérêts supérieurs de Folklo.

Les règles énoncées plus haut indiquaient que l'événement doit être important. Cette propriété est réalisée pour les vignerons, mais aussi pour toute la région, vu l'importance de la vigne pour son économie. Mais les intérêts ne doivent pas être nécessairement financiers: la contagion du SIDA, la pollution, la superpopulation étrangère, etc. sont autant d'événements qui se prêtent à ce type de transformation: décrire l'événement de telle manière que la catégorie territoriale fondamentale apparaisse à la fois victime et agent de sa rédemption, éventuellement

par l'acceptation de sacrifices. Cette structure cognitive présente des parallèles discursifs avec les mécanismes de la violence thématiques notamment par R. Girard.

La crise de folklo était sectorielle, la crédibilité de l'autorité étatique n'était pas affectée, la région Folklo ne jouit que d'une autonomie limitée, aucun mouvement social ne s'est créé pour généraliser la doctrine à toutes les atteintes de Folklo par des "étrangers". Les conditions institutionnelles n'étaient pas réunies pour un changement institutionnel. Néanmoins, le parallélisme du mécanisme avec les périodes de fachisation est évident: l'échec délégitime des rapports en place et dévient un échec de la communauté imaginaire, idéale. Les descriptions possibles de l'échec sont limitées par le devoir de loyauté envers la communauté: les mêmes catégories doivent apparaître dans l'énonciateur et dans la description. Or l'échec d'une entreprise relève de processus particuliers dans lesquels la pertinence des catégories Folklo/non Folklo peut toujours être faite puisque par le principe d'additivité (cf. 2.2.) le même comportement d'un folklo et d'un non-Folklo ne revient pas à la même action, et ce que fait un non-Folklo, il le fait toujours parce qu'il est un non-Folklo... Son action est "typique" d'un non-Folklo.

Ce processus d'emballage de la catégorisation est freiné, notamment par la possibilité de se substituer aux énonciateurs pluralistes de discours (un point qui ne peut être développé ici car il met en jeu les propriétés de champs des énonciateurs politiques et la forme discursive) et par la capacité réelle de mettre à distance les groupes concernés. Cette mise à distance est nécessaire si la typification veut déboucher sur des pratiques répressives. Pour de telles pratiques, il faut que le discours bi-polaire puisse s'enrichir de nouvelles métaphores, adaptées aux catégorisations répressives. Les métaphores médicales, hygiéniques, ont joué un rôle central dans la légitimation cognitive de la répression: décrire l'exclu comme sale, comme maladie, comme infection du corps social permet de comprendre les actes répressifs comme cure, comme protection du corps social sain (la population imaginaire).

De nombreux auteurs ont analysé ces types de discours et leur système dans les totalitarismes en place. Il convient cependant de souligner à quel point tout discours quasi médical permet une telle mise à distance. La médecine préventive peut induire des effets de normalisation en douceur (L. Gillioz, 1984). Une maladie dont les vecteurs se recrutent dans les catégories déjà étiquetées, se prêtera par contre à un travail en profondeur sur l'imaginaire de l'ensemble de la population. Le SIDA, assimilé dans les discours officiels au terrorisme (un autre phénomène élevé au rang d'objet imaginaire), présente actuellement les traits d'une telle intervention symbolique. L'exclusion territoriale, les villes interdites proposées aux "sidaïques", sont déjà présentes dans les champs des possibles politiques, même si ce n'est encore que dans les extrêmes. L'action gouvernementale suit cependant: combien de pays ou de régions ont déjà pris des mesures aux frontières, une mesure qui n'a aucun effet médical, mais qui a un effet symbolique évident, puisqu'elle complète la mise à distance par la clôture et l'homogénéisation symbolique d'un

espace collectif unifié, la frontière symbolique entre le nous pur, et l'extérieur contaminé. Or le rejet vivant mais occulte à la frontière est parfois suivi d'enfermements tout aussi occultes, voir d'élimination à l'intérieur du territoire.

Les relations entre pratiques organisationnelles et pratiques de représentation et de symbolisation, sont complexes. La possibilité de légitimer n'implique pas la nécessité des pratiques qu'elles pourraient légitimer ni inversement. De plus, comme nous venons de le voir, les ressources utilisées par les pires aberrations de l'histoire, sont des ressources "normales", les mêmes qui servent à produire la société de tous les jours. Néanmoins, la possibilité légitimatrice qu'offre un dispositif discursif ne peut être traitée innocemment, surtout si de telles possibilités se trouvent dans les sciences humaines dont le devoir serait pourtant de contribuer au maintien de leurs conditions de possibilité: un pluralisme d'opinion qui ne nie pas le pluralisme social de fait.

3. Les sciences du grand partage

Le thème du grand partage (sociétés modernes ou traditionnelles, métropolitaines ou exotiques, la différence entre ethnologie et sociologie même) est latent dans les discussions méthodologiques des sciences sociales: sous l'angle de la rationalité dans les discussions issues des travaux de P. Winch, sous l'angle des explications causales dans celles issues des travaux de J. Goody, sous l'angle de la mise en relief du rapport aux objets dans les travaux de P. Bourdieu en France ou de l'ethnométhodologie dans le monde anglo-saxon.

L'emploi de catégories dites du grand partage présente de toute évidence, au-delà d'une invitation à la paresse intellectuelle, une métaphore légitimante des mécanismes de construction de l'identité collective par la différence négative d'avec d'autres populations. Corrélativement, il a aussi un effet d'homogénéisation du propre groupe. Non seulement la société examinée est traitée de manière monolytique, comme le soulignent à juste titre W. W. Sharrock et R. J. Anderson (1982), mais le même traitement est administré implicitement à la société centrale dont le discours est issu.

Ce traitement monolytique propose une structure discursive qui peut avoir des effets paradoxaux. Même le discours des sciences sociales critique envers la société peut susciter des effets pervers opposés à ses idéaux de rationalité, ne serait-ce que parce que le discours qui lui sera opposé se déroulera sur le même plan discursif, utilisant à d'autres fins, et pour d'autres valeurs, la caractérisation monolytique de sa culture. Ce fait n'est pas pour surprendre car si emprunt il y a, ce sont les sciences sociales qui utilisent au titre de ressources implicites la rhétorique des collectivités, en particulier nationales, à se traiter comme monolyte et à valoriser tout ce qui peut les distinguer.

Le caractère monolytique n'a pas qu'une fonction descriptive. Comme

dans d'autres emplois de nom, la fonction normative peut prendre le pas - la société est ce qu'elle doit être. Un discours de la perfection qui justifie tant de politiques ségrégationnistes, tout ce qui s'écarte de cette perfection, tout ce qui n'est pas cette perfection est déviant. La légitimation de ces pratiques qui nient la rationalité et le pluralisme invoqués par les sciences humaines, trouve à leur insu une assise dans les pré-supposés discursifs de ces mêmes sciences. On a là au plan discursif les effets paradoxaux des sciences sociales notés au début de ce travail.

Le totalitarisme, aussi absurde soit-il, est un phénomène contemporain des sociétés modernes, et en particulier des sciences sociales. Il ne s'agit en aucun cas de distribuer des culpabilités, mais de comprendre comment à partir de cette société s'est faite cette transformation monstrueuse. La rhétorique des Etats qui repousse le totalitarisme dans l'imaginaire du passé ou de l'adversaire, même en se targuant de défendre les droits de l'homme, doit être considérée avec suspicion car ce traitement monolithique est muni de polices, d'armes, du contrôle de stocks et de capitaux. Pour que les totalitarismes ne soient pas définitivement des souffrances inutiles de l'humanité, il faut en tirer les leçons. Même les victimes du totalitarisme peuvent en devenir les promoteurs. Ne pas le reconnaître revient à accepter l'une de ses thèses: les actes relèvent de catégories de population, de leur race, de leur religion ou de leur appartenance politique. De même, l'inverse est-il possible. Il faut donc se souvenir, ne pas oublier. Non pour se venger ou pour tirer profit du rôle de peuple victime qui échapperait au droit et à la justice, mais pour comprendre. Comme le voulait B. Spinoza, ce prophète de la tolérance à l'aube des temps modernes: "Non ridere, non lugere, neque detestari, sed intelligere" (ne pas rire, ne pas se lamenter, ni détester, mais comprendre).

Ouvrages mentionnés

BLUCHE, Fr. (1986) "Louis XIV", Paris, Fayard.

BOURDIEU, P., BOLTANSKI, L. (1975), "Le fétichisme de la langue", in Actes de la Recherche en Sciences Sociales, N°4, pp. 2-31.

GILLIOZ, L. (1984), "La prévention comme normalisation culturelle", in Revue suisse de Sociologie, vol. 10, N°3, pp. 37-84.

ILLICH, I. (1981), "Le travail fantôme", Paris, Le Seuil.

SHARROCK, W., ANDERSON R. J. (1982), "On the demise of the native", in Human Studies, vol. 5, N°2, pp. 119-146.

SMITH, D., (1974), "Theorizing as ideology", in R. Turner, Ethnomethodology, Harmondsworth, Penguin, pp. 41-44.

WIDMER, J. (1983), "Espace et redondance", Degrés N°35-36, pp. mi-mii.

SCIENCES ECONOMIQUES

Economie et Totalitarisme: Une relation ambiguë

par Maurice VILLET
Professeur d'économie politique
à l'Université de Fribourg

Aborder économie et totalitarisme peut à la fois suggérer connivence, coexistence, collusion et contradiction, antinomie, conflit. Avant d'approfondir cette association, la rigueur exige que nous définissions d'abord les termes que nous voulons opposer ou associer. Nous admettons la pertinence d'une définition classique du régime totalitaire qui se caractérise par la domination totale d'une idéologie unique et par le monopole politique d'un parti qui assure son pouvoir sur la société grâce à trois autres monopoles: de la coercition, de la communication de masse et de l'organisation économique. Nous pouvons ajouter que le régime totalitaire n'est pas d'abord un régime qui impose la terreur puisqu'il a les moyens d'exclure toute concurrence politique, de dominer tout le corps social, enfin de concevoir comme réversibles les compromis qu'il passe avec tout ou partie de la société (dans ce sens, par exemple, l'expérience hongroise de pseudo-économie de marché est tolérée par Moscou parce qu'elle est censée être réversible).

Pour notre analyse, le terme "économique" pourrait évidemment revêtir plusieurs significations. La première, qui vient immédiatement à l'esprit,